



Communiqué de presse  
Pour publication immédiate

## **Manifestation du 27 avril: un contingent marchera sous le thème « Assurance-chômage, aide sociale. Deux réformes, une même logique : le cheap labour! »**

**Montréal, le 26 avril 2013** – C'est sous une bannière dénonçant à la fois la réforme de l'assurance-chômage et les coupures prévues à l'aide sociale qu'une vingtaine d'organisations communautaires, étudiantes et féministes participeront, le samedi 27 avril, à la grande manifestation organisée par la Coalition québécoise contre la réforme de l'assurance-emploi. Le contingent se mettra en branle au coin des rues Peel et la Gauchetière, au sud de la Place du Canada.

François Saillant, coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), explique que c'est parce que leur cause est commune que les groupes ont choisi de marcher ensemble sous la bannière « Assurance chômage, aide sociale. Deux réformes, une même logique : le *cheap labour* »: « Même si les réformes de Stephen Harper et de Pauline Marois peuvent sembler différentes, elles cherchent toutes deux à appauvrir les personnes pour qu'elles n'aient aucun autre choix que d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle condition. »

Jérémie Bédard-Wien, co-porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), montre aussi du doigt les politiques d'austérité budgétaire adoptées pour atteindre le déficit zéro : « Tant à Ottawa qu'à Québec, les gouvernements ont fait le choix de l'austérité budgétaire. On en voit aujourd'hui les résultats: appauvrissement des chômeurs, des chômeuses et des personnes à l'aide sociale; hausse des tarifs et compressions dans les services publics; développement d'une économie du savoir en éducation. Tout cela pour obéir aux commandes des agences de notation et préserver les privilèges fiscaux des plus riches.» Philippe Viel, de l'Union des consommateurs, ajoute : « Avec un peu de volonté politique et en misant sur les solutions fiscales proposées depuis plusieurs années par nos groupes, les gouvernements pourraient aller chercher beaucoup d'argent pour financer les services publics et lutter efficacement contre la pauvreté. »

Amélie Châteauneuf, porte-parole du Front commun des personnes assistées sociales du Québec, considère que « l'entêtement démontré par Pauline Marois et Agnès Maltais dans le dossier des coupures à l'aide sociale n'a rien à envier à celui de Stephen Harper et Diane Finley dans leur réforme de l'assurance-chômage ». « La ministre Maltais, tout comme la ministre Finley, est obsédée par son projet de coupes. Elle est complètement isolée. Malgré tous les avis contraires, elle le défend comme si sa vie était en jeu. Pourtant, c'est avec la vie des plus pauvres de la société qu'elle joue, en les condamnant à vivre en moins bonne santé, et moins longtemps », d'ajouter Robin Couture, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Sylvie Lévesque, porte-parole de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, n'hésite pas à qualifier de « sexistes » les mesures adoptées ou prévues par les gouvernements fédéral et québécois en matière d'aide sociale et d'assurance-chômage, puisque « ce sont encore une fois les femmes qui seront les premières à subir les contrecoups des politiques gouvernementales ».

Jacques Beaudoin, du Mouvement Action-Chômage de Montréal, explique enfin qu'« il est normal que les groupes de chômeuses et de chômeurs, qui luttent depuis des mois contre une réforme qui oblige les prestataires à accepter des emplois pouvant aller jusqu'à 70% de leur salaire habituel soient solidaires des personnes assistées sociales qui, elles, s'apprêtent à voir leurs maigres prestations amputées de 129 \$ par mois ».

Les organismes qui se regrouperont sous la bannière « Assurance chômage, aide sociale. Deux réformes, une même logique : le *cheap labour* » sont les suivants : l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD), l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), le Collectif pour un Québec sans pauvreté, la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ), la Fédération des femmes du Québec, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le Rassemblement de la jeunesse (RAJE) citoyenne, le Regroupement des auberges du cœur du Québec, l'R des centres de femmes du Québec, l'Union des consommateurs, le Centre des travailleuses et travailleurs immigrants, le Comité chômage de l'Est de Montréal, la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, le Mouvement Action-Chômage (MAC) de Montréal, l'Organisation populaire des droits sociaux de la région de Montréal (OPDS-RM), Action populaire des Moulins de Mascouche et la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES).

- 30 -

### **Pour plus d'informations**

François Saillant, FRAPRU, (514) 919-2843

Robin Couture, Collectif pour un Québec sans pauvreté (418) 930-5969

Amélie Châteauneuf, Front commun des personnes assistées sociales du Québec, (514) 577-3279

Valérie Plante-Lévesque, Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) (514) 835-2444

Sylvie Lévesque, Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, (514) 710-6661

Jacques Beaudoin, MAC de Montréal (514) 377-0712

Philippe Viel, Union des consommateurs, (514) 743-0419